

Pierre GOSNAT
Député du Val-de-Marne

Question au gouvernement
mardi 8 décembre 2009 – 2^{ème} séance

Mouvement social dans les musées

Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication.

Vous avez déclaré, monsieur le ministre, devant la commission des affaires culturelles : « Une politique publique digne de ce nom n'est possible que si l'on a à sa disposition un instrument administratif efficace dont on connaît bien le fonctionnement et les agents. » Apparemment, vous n'avez pas pris le temps de connaître votre ministère et ses agents, puisque ceux-ci sont en grève depuis le 23 novembre au Centre Pompidou et depuis le 2 décembre dans de nombreux musées de Paris et de province.

Ce qui est en cause, c'est votre entêtement à vouloir poursuivre l'application de la RGPP dans des services et des établissements culturels déjà asphyxiés par des restrictions budgétaires. Pour vous et pour ce gouvernement, ceux qui sont visés sont les femmes et les hommes qui sont, pourtant, au cœur de la création et de la diffusion artistique et culturelle dans ce pays ; ceux qui ne seront pas remplacés, comme pour mieux signifier que leur travail est accessoire !

C'est ainsi, monsieur le ministre, que vous appliquez scrupuleusement votre feuille de route, qui pourrait s'intituler : « comment économiser encore plus sur le budget de la culture, déjà inférieur à 1 % du budget de la nation » ! Cela signifie une perte de 1 000 emplois sur les 23 000 de votre ministère, dont 200 au Centre Pompidou. À ceux qui résistent, vous envoyez, rue de Valois, les forces de police... Tout un symbole !

Vous vous proclamez solidaire du gouvernement auquel vous appartenez. Soit ! Mais l'alternative, pour un ministre, n'est pas toujours, comme on l'a parfois entendu, de « fermer sa gueule ou partir ». L'ouvrir aurait d'ailleurs de l'allure ! Mais nous n'en sommes pas là. Je vous demande simplement : quand allez-vous vous asseoir à la table des négociations ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Mitterrand, ministre de la culture et de la communication.

M. Frédéric Mitterrand, *ministre de la culture et de la communication.* Monsieur le député, une politique ambitieuse et volontaire de modernisation de l'État est mise en œuvre depuis deux ans. L'objectif poursuivi est d'évaluer la pertinence des missions de l'État et des établissements publics qui en dépendent et de mieux mesurer l'efficacité avec laquelle ces missions sont remplies. Il n'y a aucune raison pour que le ministère de la culture, dont les missions ont été confirmées, et dont le budget est en hausse, échappe à cette réforme qui, par-delà les caricatures que certains veulent en faire, est au service des publics.

Les mouvements que vous évoquez, monsieur le député, interviennent précisément au moment où la réforme de l'administration centrale est en cours d'achèvement. Je suis conscient que ce processus de modernisation suscite des réactions d'inquiétude chez les agents de certains établissements (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) parmi ceux placés sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication.

Je souhaite toutefois préciser que, ce matin, à l'exception du Centre Pompidou, tous les musées étaient ouverts, et que la mobilisation est passée sous la barre des 0,5 % ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

On sait également que des minorités très réduites peuvent bloquer entièrement un établissement, lorsqu'il s'agit de personnes chargées de l'accueil ou de la sécurité. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ainsi, sans doute pour masquer la faiblesse de la mobilisation, des piquets de grève sont installés dans plusieurs établissements pour bloquer les caisses. (*Protestations sur les mêmes bancs.*) Je laisse juges de cette attitude les visiteurs venus du monde entier, les usagers habituels, ainsi que toutes celles et tous ceux qui veulent accéder aux trésors de notre patrimoine ! Je reste évidemment très attentif à l'inquiétude des agents. Quant à l'évocation de brutalités policières lors de l'évacuation du ministère, vendredi, c'est évidemment une affabulation romanesque ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et NC. – Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)